



VILLE DE
SAINT-JEAN-
SUR-RICHELIEU

CONFIDENTIEL

ORDRE DU JOUR

**COMITÉ EXÉCUTIF
SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

**Le lundi 28 mai 2018
à 16 h 00**

1. **Ouverture de la séance**
2. **Adoption de l'ordre du jour**
3. **Chef de cabinet et attaché politique du maire**
4. **Suspension de l'employé no 00588**
5. **Convocation des séances extraordinaires**
6. **Retour sur la résolution CE-2018-02-0065**
7. **Retour sur la résolution CE-2018-02-0161**
8. **Levée de la séance**

Pour copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu

Ce 28 novembre 2018

M^e Andrée Senneville
Greffière adjointe

28 mai 2018

Comité exécutif

Séance extraordinaire du 28 mai 2018

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, tenue le 28 mai 2018, à 16h, dans la salle des Comités à l'hôtel de ville, à laquelle sont présents madame Maryline Charbonneau, ainsi que monsieur Justin Bessette, siégeant sous la présidence de monsieur Alain Laplante, le tout formant quorum.

Monsieur Marco Savard est absent.

Monsieur François Vaillancourt, directeur général est présent.
Madame Michelle Hébert, directrice générale adjointe, est présente.

Monsieur Stéphane Beaudin, directeur général adjoint, est présent.

Monsieur François Lapointe, secrétaire, est présent.

- - - -

Monsieur le président constate le quorum et procède à l'ouverture de la séance.

ORDRE DU JOUR

No CE-2018-05-0164

Adoption de l'ordre du jour

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

Que l'ordre du jour de la présente séance extraordinaire soit adopté tel que soumis en annexe à l'avis de convocation pré-adressé et transmis à tous les membres du comité exécutif à l'intérieur des délais prescrits.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

ADMINISTRATION

Les membres de la Direction générale informent le comité exécutif qu'ils déplorent le fait qu'ils n'ont reçu les projets de résolution de la présente séance que quelques minutes avant le début de celle-ci.

28 mai 2018

No CE-2018-05-0165

Chef de cabinet et attaché politique du maire

CONSIDÉRANT que la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu prévoit que le comité exécutif donne au conseil son avis, de sa propre initiative;

CONSIDÉRANT la résolution no 2017-11-0457 adoptée par le comité exécutif autorisant la signature d'un contrat de travail avec monsieur Guy Grenier, à titre d'attaché politique au cabinet du maire et de chef de cabinet pour le maire;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, sous influence partisane, a tenté de destituer, sans droit, monsieur Guy Grenier (employé no 00789) par l'adoption de la résolution 2018-04-0173, lors de la séance ordinaire du 23 avril 2018;

CONSIDÉRANT que le maire a apposé son veto à l'encontre de la résolution 2018-04-0173, votée sur division par le conseil municipal le 23 avril 2018, en raison d'irrégularités majeures dans le processus ayant mené à son adoption, du manque d'informations transmises et en raison que cette résolution contrevient aux droits et aux pouvoirs du comité exécutif;

CONSIDÉRANT la résolution CE-2018-04-0144 adoptée par le comité exécutif le 25 avril 2018 confirmant l'embauche de monsieur Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, lors de la séance extraordinaire du 30 avril 2018, a maintenu les termes de la résolution 2018-04-0173, adoptée le 23 avril 2018, visant le congédiement de monsieur Guy Grenier;

CONSIDÉRANT que l'honorable juge de la Cour supérieure Marc-André Blanchard a accordé, le 4 mai 2018, une injonction provisoire à monsieur Guy Grenier, chef de cabinet du maire, estimant que l'emploi de celui-ci dépend du comité exécutif et non du conseil municipal;

CONSIDÉRANT la résolution CE-2018-05-0162 adoptée par le comité exécutif le 7 mai 2018 déclarant qu'il n'existe aucun motif de destitution ou de congédiement à l'endroit de monsieur Guy Grenier ainsi qu'aucun motif de suspension pour quelque raison que ce soit;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, sous influence partisane, a tenté à nouveau de destituer, sans droit, monsieur Guy Grenier (employé no 00789) par l'adoption de la résolution 2018-05-0248, lors de la séance extraordinaire du 15 mai 2018;

CONSIDÉRANT que la résolution 2018-05-0248 indique qu'il n'y a pas de nouveaux faits justifiant le congédiement de monsieur Guy Grenier;

28 mai 2018

CONSIDÉRANT que le 18 mai 2018, le maire a apposé son veto à l'encontre de la résolution 2018-05-0248, votée sur division par le conseil municipal, en raison d'irrégularités dans la convocation de la séance extraordinaire et l'absence de motif valable justifiant le congédiement de monsieur Guy Grenier;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, lors de la séance ordinaire du 22 mai 2018, a maintenu les termes de la résolution 2018-05-0248, adoptée lors de la séance extraordinaire du 15 mai 2018 et visant le congédiement monsieur Guy Grenier;

CONSIDÉRANT que le maire et le comité exécutif ont toujours été très satisfaits du travail accompli par monsieur Guy Grenier, qui a toujours agi avec compétence, loyauté et dans le respect de ses obligations contractuelles et de ses obligations déontologiques;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

D'intégrer le préambule de la présente résolution afin d'en faire partie intégrante.

De réitérer l'avis du comité exécutif à l'effet que, en date du 25 avril 2018, l'employé 00789 a toujours travaillé de manière satisfaisante, loyale et effectué ses tâches dans le respect de ses obligations contractuelles et déontologiques et qu'à ce jour cette opinion est maintenue.

De donner avis au conseil municipal que le congédiement de l'employé 00789 a pour but et effets de restreindre l'action du maire dont celles relatives à l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance ce qui n'est pas une prérogative du conseil municipal.

D'envoyer une copie de la présente résolution aux membres du conseil municipal, à tous les avocats impliqués dans le dossier de congédiement de monsieur Guy Grenier, à la Commission municipale du Québec et au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans les plus brefs délais.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

— — — —

Le directeur général informe le comité exécutif qu'il est en total désaccord avec le contenu de la prochaine résolution et mentionne qu'il réserve tous ses droits.

No CE-2018-05-0166

Suspension de l'employé no 00588

28 mai 2018

CONSIDÉRANT que la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu prévoit que le comité exécutif donne au conseil son avis, de sa propre initiative;

CONSIDÉRANT que l'employé no 00588 refuse de mettre en exécution des résolutions dûment adoptées par le comité exécutif;

CONSIDÉRANT que l'employé no 00588 s'est placé dans une situation d'absence de neutralité et d'insubordination à l'égard du maire et du comité exécutif;

CONSIDÉRANT que le 10 mai 2018, le maire a suspendu l'employé no 00588 de ses fonctions, en vertu de l'article 52 de la Loi sur les cités et villes du Québec, à des fins « d'enquête administrative sur ses agissements récents »;

CONSIDÉRANT que le maire a déposé au bureau du greffier un rapport confidentiel, destiné aux membres du conseil municipal, pour la suspension de l'employé no 00588;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal a révoqué la suspension imposée par le maire à l'égard de l'employé no 00588 par l'adoption de la résolution 2018-05-0245, lors de la séance extraordinaire du 14 mai 2018 sans même avoir pris des mesures pour enquêter sur les faits décrits au rapport du maire;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

D'intégrer le préambule de la présente résolution afin d'en faire partie intégrante.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il appuie la décision du maire d'avoir suspendu l'employé no 00588 pour les raisons décrites dans son rapport confidentiel.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il serait approprié d'exiger de l'employé no 00588 de cesser toute insubordination, activité partisane et sollicitation des membres du conseil.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il serait approprié de rappeler à l'employé no 00588 que son rôle est de veiller à l'accomplissement fidèle et impartial des résolutions du conseil municipal et du comité exécutif.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il serait approprié de rappeler à l'employé no 00588 que le maire agit comme chef exécutif de l'administration municipale.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il serait approprié de rappeler à l'employé no 00588 que les conseillers et les conseillères municipaux ne s'expriment que par résolution.

28 mai 2018

D'envoyer une copie de la présente résolution aux membres du conseil municipal, à la Commission municipale du Québec et au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans les plus brefs délais.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-05-0167

Convocation des séances extraordinaires

CONSIDÉRANT que la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu prévoit que le comité exécutif donne au conseil son avis, de sa propre initiative;

CONSIDÉRANT que le greffier a convoqué, de manière non-conforme et sans consulter le maire, les séances extraordinaires du 2, 14 et 15 mai 2018;

CONSIDÉRANT que la convocation des séances extraordinaires du 2, 14 et 15 mai 2018 outrepassent la prérogative du maire et va à l'encontre de l'article 323 de la Loi des cités et villes du Québec et de la jurisprudence;

CONSIDÉRANT que le maire peut déterminer le moment de la tenue d'une séance extraordinaire convoquée par des membres du conseil, en donnant lui-même un avis de convocation;

CONSIDÉRANT qu'il a été établi par les tribunaux que le pouvoir du maire prime sur celui des membres du conseil lorsqu'il faut déterminer le moment de la tenue d'une séance extraordinaire;

CONSIDÉRANT que cette situation remet en cause la légalité des résolutions votées lors des séances extraordinaires du 2, 14 et 15 mai 2018;

CONSIDÉRANT que le maire estime les séances extraordinaires du 2, 14 et 15 mai 2018 illégales;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

D'intégrer le préambule de la présente résolution afin d'en faire partie intégrante.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal que les séances extraordinaires du 2, 14 et 15 mai 2018 doivent être révoquées.

D'envoyer une copie de la présente résolution aux membres du conseil municipal, à la Commission municipale du Québec et au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans les plus brefs délais.

28 mai 2018

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Les membres de la Direction générale informent le comité exécutif que celui-ci n'a jamais manifesté le désir ou demandé une présentation concernant l'état des dossiers juridiques externes de la Ville.

No CE-2018-05-0168

Retour sur la résolution CE-2018-02-0065

CONSIDÉRANT que la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu prévoit que le comité exécutif donne au conseil son avis, de sa propre initiative;

CONSIDÉRANT les sommes très importantes engagées par la Ville dans les affaires juridiques et dans de nombreux litiges ces dernières années;

CONSIDÉRANT qu'il y a des raisons de croire que des mandats ont été octroyés sans avoir été dûment approuvés ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre connaissance avec exactitude de la situation pour l'ensemble des affaires juridiques de la Ville, incluant les dossiers de ressources humaines;

CONSIDÉRANT la résolution no CE-2018-02-0065, adoptée par le comité exécutif le 28 février 2018, mandatant une firme d'avocats afin de s'enquérir de l'état des dossiers juridiques externes de la Ville et de transmettre une opinion sur l'état de ces dossiers;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, lors de la séance ordinaire du 22 mai 2018, a abrogé la résolution no CE-2018-02-0065;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

D'intégrer le préambule de la présente résolution afin d'en faire partie intégrante.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal que l'abrogation de la résolution no CE-2018-02-0065 était illégale.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il devrait s'enquérir de l'état des dossiers juridiques externes de la Ville afin de pouvoir prendre une position éclairée quant à chacun de ces dossiers en tenant compte des sommes déjà dépensées.

28 mai 2018

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il devrait exiger une vérification afin de s'assurer que tous les mandats juridiques déjà octroyés, incluant les dossiers de ressources humaines, ont été dûment octroyés en vertu des lois applicables.

D'envoyer une copie de la présente résolution aux membres du conseil municipal, à la Commission municipale du Québec et au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans les plus brefs délais.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-05-0169

Retour sur la résolution CE-2018-05-0161

CONSIDÉRANT que la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu prévoit que le comité exécutif donne au conseil son avis, de sa propre initiative;

CONSIDÉRANT que la direction générale refuse de répondre à des demandes du maire, en vertu de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance prévus à l'article 52 de la Loi sur les cités et villes;

CONSIDÉRANT que la direction générale conteste les pouvoirs du comité exécutif conférés en vertu de la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, notamment celui de consentir tout contrat qui n'entraîne pas une dépense excédant 100 000 \$;

CONSIDÉRANT que la direction générale conteste les pouvoirs du comité exécutif d'octroyer des contrats de services juridiques et du maire de se prévaloir d'opinions juridiques indépendantes concernant l'exercice de son pouvoir de contrôle et de surveillance;

CONSIDÉRANT la résolution no CE-2018-05-0161, adoptée par le comité exécutif le 7 mai 2018, mandatant une firme d'avocats afin de valider les pouvoirs du comité exécutif et de conseiller juridiquement le comité exécutif et le maire;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, lors de la séance ordinaire du 22 mai 2018, a abrogé la résolution no CE-2018-05-0161;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

D'intégrer le préambule de la présente résolution afin d'en faire partie intégrante.

28 mai 2018

Que le comité exécutif avise le conseil municipal que l'abrogation de la résolution no CE-2018-05-0161 était illégale.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il serait souhaitable, afin de permettre un climat de travail sain entre le maire et le conseil municipal, que le conseil municipal reconnaisse les pouvoirs de contrôle et de surveillance du maire prévus à l'article 52 de la Loi sur les cités et villes du Québec.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il serait souhaitable, afin de permettre un climat de travail sain entre le comité exécutif et le conseil municipal, que le conseil municipal reconnaisse les pouvoirs du comité exécutif conférés en vertu de la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, notamment celui de consentir tout contrat qui n'entraîne pas une dépense excédant 100 000 \$, ce qui inclut le droit de consentir à des contrats de services juridiques.

Que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il serait souhaitable, afin de permettre un climat de travail sain entre le maire, le comité exécutif et le conseil municipal, que le conseil municipal reconnaisse le droit du maire et du comité exécutif de se prévaloir d'opinions juridiques indépendantes et complètes.

D'envoyer une copie de la présente résolution aux membres du conseil municipal, à la Commission municipale du Québec et au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans les plus brefs délais.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - - -

LEVÉE DE LA SÉANCE

No CE-2018-05-0170

Levée de la séance

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

Que la présente séance soit levée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - - -

Pour copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu
Ce 29 mai 2018


M^e Andrée Senneville
Greffière adjointe

Président

Secrétaire